L'esclavage à Valence. Les affranchis et leur intégration sociale

Vicente Graullera Sanz

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/cdlm/7286>

DOI : 10.4000/cdlm.7286

ISSN : 1773-0201

Éditeur

Centre de la Méditerranée moderne et contemporaine

Édition imprimée

Date de publication : 15 décembre 2013

Pagination : 301-318

ISBN : 978-2-914-561-64-8

ISSN : 0395-9317

Référence électronique

Vicente Graullera Sanz, « L'esclavage à Valence. Les affranchis et leur intégration sociale », *Cahiers de la Méditerranée* [En ligne], 87 | 2013, mis en ligne le 15 juin 2014, consulté le 08 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/cdlm/7286> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/cdlm.7286>

Ce document a été généré automatiquement le 8 septembre 2020.

© Tous droits réservés

L'esclavage à Valence. Les affranchis et leur intégration sociale

Vicente Graullera Sanz

NOTE DE L'ÉDITEUR

Traduit de l'espagnol et du valencien par María Ghazali

- 1 Valence, comme la majorité des villes côtières de l'aire méditerranéenne, s'est très tôt caractérisée par ses activités commerciales maritimes. Comme elle n'y avait pas de port naturel, les Valenciens ont construit des mûles de bois pour faciliter l'arrivée des marchandises. Au xve siècle, son essor s'effectua en même temps que la conquête des îles Canaries et que l'expansion des navigateurs portugais le long des côtes d'Afrique, favorisant ainsi le commerce des esclaves originaires de ce continent. Au xvie siècle encore, alors que le commerce des esclaves commençait à diminuer en Europe, des expéditions rapportant plus de 200 esclaves noirs arrivaient à Valence¹. La ville, alors peuplée d'environ 50 000 habitants, arriva ainsi à avoir un nombre considérable d'esclaves noirs, que l'on peut estimer à plus de 1 000. Au xvii^e siècle, ce ne sont plus les noirs qui prédominent parmi les esclaves, mais les musulmans, qui s'ils étaient capturés, notamment en course, devenaient captifs, ce qui équivalait à tomber en esclavage. Pour exemple, en 1636, Andreu Llinares, paysan d'Altea, vendait à Alfonso Avarques, pour une valeur de 82 livres, un esclave nommé Amet², un « descendant d'Agar » (un Agareno) d'Alger, âgé d'environ 17 ans et avec une cicatrice au visage causée par un coup de fusil, qu'il avait obtenu « de bonne guerre »³.

La vie en captivité

- 2 L'esclave était un objet que l'on achetait, vendait, louait. Son propriétaire pouvait faire de lui ce qu'il voulait, sauf attenter à sa vie, protégée par les lois. Les Fors⁴ de Valence interdisaient les châtements corporels des serviteurs, des disciples ou des captifs ; ces

lois font plus précisément référence à l'amputation de l'un de leurs membres⁵, mais rien n'est dit des peines de flagellation effectivement appliquées.

- 3 Généralement, l'esclave était intégré au service domestique. Nombreux étaient ceux qui gagnaient les faveurs de leurs maîtres, et ces derniers finissaient par les affranchir pour les récompenser ; en d'autres occasions, certains achetaient eux-mêmes leur liberté. Alors que les esclaves sarrasins pouvaient compter sur des noyaux de population de même origine ethnique et religieuse pour leur venir en aide au moment de leur affranchissement, les esclaves noirs rencontraient plus de difficultés. Amenés directement d'Afrique (bozales)⁶, pour la plupart depuis longtemps, ils avaient peu de souvenirs de leur vie antérieure et ils ne connaissaient plus leur langue d'origine. Après quelques années de vie en Espagne, ils étaient plus proches de la culture de leurs maîtres que de celle de leur très ancienne famille africaine.
- 4 Nous avons étudié plus de 300 cas d'esclaves affranchis tout au long du xvie siècle, noirs en grande majorité, et malgré le peu d'informations que nous avons sur chacun d'eux, nous avons cependant pu tirer quelques conclusions. Le captif noir d'origine africaine qui arrivait à Valence, en général, restait en milieu urbain. Les acheteurs acquéraient des femmes pour s'occuper du service domestique. Les hommes étaient achetés pour accomplir les tâches les plus lourdes et difficiles, comme par exemple pour s'approvisionner en bois et allumer le four chez un boulanger. Il y avait aussi des paysans qui utilisaient parfois des esclaves, mais la plupart du temps ils préféraient des manouvriers qui connaissaient le métier et qui, à la longue, étaient plus rentables. La vie sordide qu'ils menaient, le manque d'affection et d'intérêt de leur maître, faisait que le traitement qui leur était réservé était rude et leur laissait peu d'espoir de recouvrer un jour la liberté. La majorité de ceux qui arrivaient à l'affranchissement étaient ceux qui avaient servi leur maître en tant que domestiques. Il y avait toutes sortes d'esclaves et de tous les niveaux, des femmes impudiques et d'autres vertueuses. Les caractères, mais aussi les conditions de vie, avaient leur importance. Ainsi, en 1520, la veuve Ángela García demandait à rendre une esclave qu'elle avait achetée, car elle disait avoir un « vice caché » : elle urinait au lit, mais de surcroît c'était une femme de mauvaise vie qui ne s'intéressait qu'au sexe ; elle couchait avec tous les noirs et elle disparaissait très souvent pendant plusieurs jours avec n'importe lequel d'entre eux, de sorte qu'elle était considérée comme « fugitive »⁷.
- 5 Il en allait de même avec les hommes : nombreux étaient ceux qui essayaient de s'enfuir. Ceux qui persistaient le plus étaient marqués au fer au visage ou sur l'épaule, ou étaient maintenus enchaînés.

Les voies de l'affranchissement

- 6 Recouvrer sa liberté n'était pas chose aisée pour celui qui vivait en esclavage. Le maître voulait récupérer le prix payé pour eux. Parfois, certains esclaves utilisaient le peu de temps de repos dont ils disposaient pour exercer des activités leur rapportant quelque pécule, et au bout de quelques années ils pouvaient payer le prix de leur rachat. En d'autres occasions, des tierces personnes intervenaient pour rassembler la somme nécessaire : en 1554, par exemple, Enrique Pomar et son épouse Beatriz Botella accordèrent la liberté à un noir originaire de Gelos, dont le prix avait été payé par Ginovart Stella, noire affranchie, avec son propre argent⁸. En 1520, un mineur porte plainte contre un certain Genis, boulanger, qui prétend qu'il est son captif, alors que

lui, disant être « fils d'un homme franc et libre, et que par conséquent, par les Fors du présent Royaume, il est franc et libre de toute servitude », réclame qu'on lui nomme un curateur pour sa défense⁹. Il y avait des cas extrêmes, comme celui de certaines esclaves sarrasines, qui, pour réunir la somme nécessaire à leur propre liberté ou à celle d'un membre de leur famille, demandaient l'aumône avec licence des autorités¹⁰, ou encore exerçaient la prostitution. Ces activités étaient parfois appuyées par le maître, qui était prêt à laisser partir l'esclave si on payait le prix.

- 7 La libération de l'esclave devait se faire de façon officielle et l'on recourait communément à un notaire, qui dressait un acte et remettait une copie à chacun des intéressés¹¹. Toutefois, l'affranchissement le plus fréquent était celui obtenu à travers le testament du maître quand il dictait ses dernières volontés. Le testateur accordait la liberté à l'un de ses esclaves, alléguant le plus souvent les nombreuses années qu'il avait été à son service et l'affection toute particulière qu'il lui portait. Généralement, il lui attribuait aussi quelque legs pour lui permettre de vivre en liberté ou pour pouvoir fonder une famille. Parfois encore, la liberté n'était pas si immédiate ni aussi gratuite, car la libération était soumise à l'obligation de continuer à servir le mari ou l'épouse, une fille ou un autre membre de la famille, pendant une période qui allait en moyenne de quatre à six ans, et au bout de laquelle l'esclave pouvait espérer atteindre la liberté. En 1541, Francés Conil, habitant de Valence, avait affranchi son esclave noir, Fernandino, âgé de 28 ans, mais sous condition qu'il continuât à le servir encore pendant six ans ; quelques années plus tard, il le libérait de cette obligation pour qu'il pût changer de domicile, acheter, vendre, faire un testament ou un codicille, et pouvoir entreprendre selon ses désirs n'importe quelle action¹². Un autre cas singulier, c'est celui de Juan Martí, majeur de 20 ans, qui, après avoir été affranchi par son maître, s'engageait dans un document à part à le servir pendant deux ans et trois mois¹³. Parfois, on se rend compte qu'il y a résistance de la part de l'héritier, qui ne veut pas perdre le bénéfice de l'esclave : Francés Rosell, paysan de Sueca, dans son codicille de 1619 disposait que son esclave Vicente demeurât au service de son fils et héritier pendant 33 ans et que, s'il se comportait bien et loyalement, il pût être affranchi au terme de ces années ; son fils devrait alors le vêtir et le marier honnêtement, et lui donner deux lots de terrain pour lui permettre de vivre, mais si jamais il décédait sans descendance, ces terres devraient revenir au patrimoine familial d'origine. Par chance pour l'esclave, le testateur Rosell vécut jusqu'en 1627 et il eut encore le temps de faire un autre codicille en 1622, dans lequel il disposait que les 33 ans fussent réduits à 20 ans et qu'il fût également affranchi si jamais son fils et héritier décédait avant¹⁴.
- 8 Malgré les normes sociales morales, les conseils de bonne conduite, la surveillance de l'Église et le contrôle des autorités, les esclaves étaient soumis à la volonté du maître. En janvier 1571, décédait Hieroni Planes, boulanger de Valence. Dans son testament, il affranchissait Catalina, originaire de Bougie, « de couleur de coing cuit », de beaux traits de visage ; il l'avait achetée quand elle avait environ 13 ans. On disait du boulanger qu'il avait été un homme libidineux et qu'il avait charnellement connu Catalina, avec laquelle il couchait au vu et au su de tous. Neuf ans auparavant, la jeune femme était tombée enceinte et elle avait eu une petite fille, que l'on avait baptisée Isabel Juana en l'église Saint-Jean du Marché de Valence mais qui était morte peu de temps après et avait été enterrée en chrétienne. Selon la loi, l'esclave et sa fille étaient libres. La veuve du boulanger s'opposait à lui rendre sa liberté, mais le gouverneur donna raison à la plaignante, en raison des nombreux témoins qui dirent qu'ils

l'avaient vue au lit avec son maître, et que ce dernier avait également payé les frais d'enterrement de l'enfant¹⁵. L'on trouve un cas semblable, plus de cent ans auparavant : en 1440, le notaire Joan Palomar, veuf, avait une esclave de peau blanche, nommée Nicolasa, âgée alors de 25 ans ; elle était « assez belle et très gracieuse » et le notaire couchait avec elle « la nuit et le jour » ; elle tomba enceinte et elle accoucha d'un fils appelé Loyset, de sept mois au moment où il voulut l'affranchir. Les concernés par le futur héritage du notaire dénoncèrent son intention d'affranchissement de cette esclave au titre qu'il portait préjudice à la restitution à la famille de la dot de sa femme décédée. Pour sa défense, le notaire allègue que « selon un for de Valence, quand le maître a un rapport charnel avec son esclave et qu'il a un fils ou une fille avec elle, cette esclave recouvre sa liberté et son état franc ». Donc, Nicolasa et son fils étaient déjà libres de tout esclavage¹⁶.

- 9 Selon les Fors de Valence, l'esclave affranchi recouvrait totalement sa liberté, sans limitation aucune, sauf sans doute dans les cas soumis à la pureté de sang, comme par exemple pour l'entrée dans les corporations, les confréries ou encore dans les ordres militaires, institutions qui demeuraient très restrictives en la matière. Dans les faits, il se pouvait aussi qu'il existât une certaine marginalisation de l'esclave affranchi, dans la mesure où il était marqué par sa condition antérieure, mais nous ne pouvons l'affirmer n'ayant trouvé aucune trace officielle de ce rejet. Quand on fait mention à un affranchi dans les documents, on ne porte aucun qualificatif qui puisse signifier un quelconque mépris vis-à-vis de lui : on ne fait que spécifier quel était son statut. Ainsi, en 1533, Francés Joan Castellet, « noir affranchi », prêtait serment comme témoin dans l'affaire Matías Beat¹⁷. En 1552, les habitants du chemin de Quart décidèrent de nommer un procureur-syndic pour défendre leurs droits concernant le litige sur « la feuille du mûrier » et parmi eux, il y a Rafaela del Tro, « épouse de Benedito Lescano, docteur en médecine » et, sur un même plan d'égalité, il y a Guidinar Estellesa, « noire affranchie »¹⁸.
- 10 L'esclave affranchi pouvait travailler, se marier, avoir des enfants et tester ; il pouvait aspirer à monter dans la hiérarchie sociale, même si ce n'était pas du tout facile à l'époque.

Métiers et activités de l'esclave affranchi

- 11 La majorité des esclaves affranchis étaient employés dans l'agriculture, le service domestique ou dans les travaux qu'ils exerçaient quand ils étaient esclaves, mais les possibilités qui s'offraient à lui étaient, en principe, illimitées, puisque selon les Fors un esclave affranchi pouvait même être notaire¹⁹. En 1507, un témoin dit d'un certain père Balaguer, noir affranchi, qu'il était « habitant de la présente ville de Valence et vivait dans la maison des Frères mineurs où il était valet de ferme chargé des labours »²⁰. En 1460, Miguel Gençano, esclave affranchi, maniait la pelle dans un four, alors que Bernardo Maltés disait être aubergiste²¹. En 1528, Magdalena Frígola, noire affranchie, mère et tutrice de Benedicto Frígola, met en apprentissage (aferma) son fils, âgé alors de 12 ans, chez le boulanger Miguel Sancho, pour qu'il lui enseigne le métier pendant huit ans, à condition qu'il le nourrisse, le vête et le chausse pendant toutes ces années²². En 1584, les rues trop étroites de la ville empêchaient le passage des charrettes, obligeant à décharger les marchandises à l'entrée, et « ensuite à la force des bras, les esclaves et les aides-boulangers devaient porter le bois jusqu'au four »²³.

- 12 L'on trouve quelques exemples de professions plus remarquables exercées par des esclaves affranchis, comme prêtre, peintre ou parfumeur, et on les cite sans qu'ils soient péjorativement connotés du fait d'avoir été esclaves ; seul celui qui est noir se distingue à cause de la couleur de sa peau, mais sans plus. On peut relever le cas du prêtre noir Jaime Ros qui, en 1552, disait la messe dans le monastère Sainte-Catherine de Sienne des sœurs dominicaines ; il avait été l'esclave de feu le notaire Jaime Ros, écrivain du Bailli Général de Valence. Malgré l'opposition de l'archevêque de Valence à sa consécration à la prêtrise, il obtint du pape un bref qui l'y autorisa. Lors de la célébration de sa première messe, des gens distingués, des dames et des gentilshommes, ainsi qu'un évêque – sans doute don Juan Segriá – y assistèrent²⁴. En septembre 1557, après avoir déjà dicté son testament par-devant le notaire Onofre Bort, alors qu'il était gravement malade, il fit un codicille dans lequel il révoquait comme héritier universel le gentilhomme Melchor Pellicer pour le substituer par sa mère, Beatriz Peñarroja, noire affranchie. Après le décès du prêtre, le 12 décembre 1558, sa mère acceptait l'héritage pour lequel fut établi un inventaire²⁵.
- 13 Bertomeu Baró, alias Jacomart, était un peintre de retables valencien très renommé au xve siècle. Il fut peintre d'Alphonse le Magnanime. Dans son testament, publié après sa mort en 1461, il fait mention de son esclave noir nommé Antonio. Quelques années plus tard, ce noir, déjà affranchi, gagne sa vie en tant que peintre et il se fait appeler Antoni Jacomart du nom de son maître, et c'est sous ce même nom qu'il apparaît dans certains documents en 1486. En 1471, on voulut restaurer la cathédrale de Valence qui avait été fortement endommagée trois ans auparavant par un incendie, et l'un de ceux qui se proposèrent pour effectuer les travaux fut « Antoni le noir » (Antoni lo negre), qui, selon les historiens de l'art n'était autre que le célèbre peintre, ancien esclave affranchi²⁶.
- 14 En 1579, décédait le maître parfumeur (almesquer), Juan Vilanova ou Villanueva, noir affranchi. Il avait épousé Ana Corella. Ensemble, ils avaient eu une fille : Ana de Villanueva. Alors que son épouse était enceinte, elle avait fait un testament, par-devant le notaire Vicente Veredlo le 22 février 1556 – publié le 27 août 1558 –, nommant l'enfant à naître comme son héritier et elle était morte en couche « l'année des morts » (el any de les morts)²⁷. L'enfant mourut ensuite à l'âge de cinq ans chez sa grand-mère paternelle à Campanar, faubourg de Valence. À la mort du maître parfumeur, sa belle-mère réclamait les biens de sa fille Ana Corella²⁸. Mais ce ne sont là que des cas que l'on cite pour leur rareté et singularité ; bien qu'ils soient vrais, ce n'est pas la généralité.
- 15 L'esclave avait peu de chances d'exercer un métier qui lui permît de devenir indépendant. Les corporations empêchaient ceux qui ne faisaient pas partie du métier d'apprendre les techniques du travail et elles imposaient également leur contrôle sur tout le territoire, obligeant ceux qui voulaient exercer à s'installer en dehors de la zone de leur juridiction. De plus, l'entrée dans les corporations était interdite aux esclaves, noirs, maures, voire aux enfants de toutes ces catégories sociales. En 1597, le métier des cordonniers de Valence approuva des ordonnances qui stipulaient « qu'aucun maître ne devait avoir chez lui un apprenti esclave, ni noir ni couleur de coing cuit, ni enfant d'esclaves ». Comme justification, l'on précisait que c'était ce qui se faisait partout dans tous les autres métiers, et l'on ajoutait que quand il y avait une fête, une réception solennelle, un défilé ou une démonstration publique, ces gens-là étaient si singuliers qu'ils se faisaient remarquer du public par leurs danses, déguisements et chansons,

provoquant le rire et la moquerie, ce qui suscitait les désordres, « les querelles et les disputes »²⁹.

L'esclave affranchi dans la société valencienne

- 16 Au xvie siècle, Valence était une société marchande. La noblesse, peu nombreuse et huppée, vivait dans ses seigneuries ou à la cour, quel que fût l'endroit où elle résidait. Ce n'est qu'à partir du xvie siècle, avec l'avènement de Germaine de Foix et de Ferdinand d'Aragon comme vice-rois, qu'une noblesse citadine commença à se former autour de la cour de la vice-royauté. À la mort de la reine Germaine, son veuf, don Ferdinand, épousa Mencía de Mendoza, qui sut maintenir voire améliorer l'atmosphère courtisane qui régnait au palais. Malgré tout, la société citadine ne paraissait pas être clivée en différents ordres : les gens allaient et venaient par les rues, sans réserve ; tous se connaissaient et se respectaient en fonction de leur rang. Dans ce monde, l'esclave affranchi se mouvait en totale liberté, en raison de ses occupations et du cercle d'amis qu'il avait, même si logiquement il était limité notamment d'un point de vue culturel.
- 17 Certains maîtres, lors de l'affranchissement de leurs esclaves, leur léguaient une parcelle de terre ou suffisamment d'argent pour s'acheter une maison ou s'installer dans une activité professionnelle. La société tendait à intégrer l'esclave, qui venait la plupart du temps de lieux où les conditions de vie étaient beaucoup plus difficiles. En règle générale, l'esclave décidait de rester à Valence et abandonnait l'idée de retourner dans son pays d'origine. Il s'était acclimaté à cette terre où il vivait, et il essayait d'y rester.
- 18 Certains documents notariés retracent la vie de deux sœurs, Esperanza Simona et María Ferrer. Esclaves affranchies, elles avaient, respectivement, appartenu à Bernat Simó et à Diego Ferrer. Toutes les deux avaient été enlevées en 1535, lors de la bataille de Tunis, leur ville natale où elles vivaient avec leurs parents. Chrétiennes toutes les deux au moment de leur capture, ni l'une ni l'autre n'avaient eu d'enfant. Simona était morte sans avoir fait de testament et María venait de mourir en 1577, après avoir testé par-devant le notaire Jaume Martí Sallent, le 1er février 1575, en faveur de son ancien maître Diego Ferrer. Ce dernier, alléguant le droit de patronat, réclamait maintenant aussi les biens de l'autre sœur, Simona³⁰. Un an après, en 1578, Diego Ferrer s'adresse une nouvelle fois au gouverneur, retraçant la vie des deux sœurs et insistant sur le fait qu'elles avaient été affranchies grâce à lui. Une certaine Isabel Robles, autre esclave de Diego Ferrer, qui dit être cousine des deux autres et avoir bien connu toute la famille à Tunis, témoigne de tout ce que son maître dit et de son intervention dans les deux affranchissements³¹.
- 19 Le mariage et la famille des esclaves affranchis
- 20 Les Fors de Valence ne régulent pas le mariage. Comme il s'agit d'un contrat, les parties peuvent s'obliger comme elles l'entendent. Pour les catholiques, le droit canonique s'applique et la loi forale ne s'y oppose pas³². Les noces étaient célébrées en l'église, en fas eclesiae comme on le disait communément, alors qu'on célébrait une messe. Mais pour prouver l'existence d'une union, il fallait recourir à trois témoins, disant qu'ils avaient vu le couple vivre maritalement, dormir ensemble dans un même lit et manger à la même table. Les autorités acceptaient l'existence de ce mariage, sauf preuve du contraire. Les mariages ne requéraient une forme écrite ou un pacte formel que s'il y avait des aspects économiques à établir lors des fiançailles ou engagement de mariage

(esponsales), la dot ou la donation (creix) faite par le marié à son épouse³³. Mais les mariages pouvaient également se faire par un simple « échange de paroles », c'est-à-dire un serment mutuel que les époux se faisaient. Il en allait de même pour les esclaves affranchis. En 1550, Ana Sales, noire affranchie mariée à Juan Sales, changeur à Valence, témoignait qu'elle connaissait Juan Esparza, noir affranchi qui vivait depuis environ 15 ans comme époux de Catalina Ramos, dans la rue du monastère de la Vierge du Carmel³⁴.

- 21 En 1512, Joan Martí, « noir affranchi », et Hierónima Berenguer, « noire affranchie », célèbrent leurs épousailles (esponsales) et pour cela ils établissent un acte notarié³⁵. Cet exemple nous montre que les esclaves affranchis pouvaient se marier et avoir des enfants, dans les mêmes conditions légales que les autres habitants de Valence, mais nous constatons aussi qu'ils se mariaient entre eux, avec des personnes de leur même race et condition. Autres cas qui corroborent ce que nous venons de dire : en 1532, Felipa et Pedro Domingo, « noirs affranchis », ayant respectivement appartenu à Martín Carros et Juana Camps, se marient, et, par-devant notaire, une dot (exovar) de 25 livres et une donation de l'époux à sa femme (creix) de 12 livres et 10 sous sont établies³⁶ ; en 1539, Lucrecia de Sentangel, « noire affranchie », qui avait été esclave du monastère de Monsant de Xátiva près de Valence, demande que l'on nomme un curateur des biens de feu son époux, Joan Bent, « noir affranchi » lui aussi, pour récupérer une dot de 40 livres établie lors de leur mariage le 28 octobre 1520 par-devant le notaire Luis Boluda de Xátiva³⁷.
- 22 Nous constatons aussi que mariage et le désir de fonder une famille, notamment de la part des esclaves femmes, sont souvent à l'origine de leur affranchissement. Les maîtres considèrent comme naturel que leur esclave veuille se marier et souvent, pour cette même raison, ils la dotent. Dans les testaments aussi, un legs est laissé pour constituer une dot à l'esclave domestique que l'on affranchit, pour qu'elle puisse se marier. Nous trouvons des cas singuliers, comme celui d'une esclave d'origine russe, propriété de Johan de Bosco, marchand florentin qui en 1543 alors qu'il se trouvait à Valence non seulement rendit gracieusement sa liberté à son esclave mais lui fit également une donation de 40 livres pour qu'elle pût se marier. Elle épousa ce même jour un Valencien, Francisco Vilalonga, qui exerçait le métier d'orfèvre, et par-devant notaire une dot de 80 livres fut enregistrée. Dans ce cas précis, on ne fait allusion à aucune donation du mari à son épouse (creix), traditionnellement réservée en récompense de la virginité de la promise, ce qui laisse supposer un troublant accord entre les acteurs, car elle dit accepter le contrat en suivant le conseil de son maître et celui d'autres amis³⁸. Un demi-siècle plus tard, nous retrouvons un cas similaire : il s'agit de celui d'Elena, une esclave noire qui en 1510 est affranchie par sa maîtresse pour épouser sur-le-champ Guillem Ferrando, fabricant de coffres, sans que la couleur de sa peau ni sa condition de récente servitude les empêchèt de s'intégrer pleinement à la société de leur temps³⁹. Nous l'avons vu, quand le mariage a lieu entre esclaves préalablement affranchis, leurs anciens maîtres n'interviennent pas dans le mariage.

Les loisirs des esclaves et des affranchis

- 23 S'il y a des souvenirs qui demeurent dans la mémoire de ceux qui peu à peu ont oublié leurs racines, ce sont certaines coutumes, sans doute en relation avec des plats mais surtout certaines danses et chansons apprises pendant l'enfance ou la jeunesse. Lors

des fêtes populaires de Valence l'on organise des processions ou des défilés où chaque groupe social, confrérie ou association avait coutume de participer avec ses chants, ses drapeaux ou parades. L'un de ces groupes était formé par les noirs affranchis qui, le 9 octobre 1580, jour de Notre-Dame de la Grâce, participa avec son drapeau à la confrérie des Noirs, accompagnant les associations corporatives, dans un acte d'actions de grâces pour remercier Dieu et la Vierge Marie d'avoir rétabli la santé de Philippe II. Durant ces festivités, en mettant ensemble trois barils pleins de bois coupé, l'on fit des feux que l'on alimenta pendant trois jours entiers et que l'on appelait alors Fallas⁴⁰.

- 24 Lors des festivités organisées en 1599, à l'occasion du mariage de Philippe III, ce dernier visita Valence et l'on célébra un défilé auquel participèrent tous les noirs, richement vêtus et dansant sur une musique de Guinée, spectacle qui fut fort apprécié de tous⁴¹. Dans la majorité des villes, il y avait des quartiers, appelés Poblas à Valence, qui se caractérisaient par une concentration de personnes qui avaient les mêmes origines ethniques, religieuses ou professionnelles. Ainsi, il y avait à Valence une Juiverie, un Bordel, un quartier des Pêcheurs, et il y avait aussi un lieu appelé le « Petit Bordel des Noirs » (Bordellet dels Negres).

Plan de Valence au xvi^e siècle et quartier des esclaves affranchis, où ils avaient l'habitude de se réunir et où se trouvait le « petit bordel » des Noirs.

- 25 C'était un quartier singulier qui exista au xvi^e et même au xvi^e siècle. Il se trouvait près de la Juiverie et, à partir de 1500, près de l'Université, l'Estudi General⁴². Nous avons peu de données sur ce quartier si ce n'est à l'occasion de problèmes engendrés par les jeux et de querelles dans les tavernes avoisinantes. Il y avait donc un lieu spécifique réservé à la prostitution pour cette minorité raciale et sociale qu'étaient les esclaves et affranchis noirs⁴³. En 1585, fray Asensi Llagaria, commandeur de Notre-Dame du Puig, en nom des religieux du couvent de La Merci de la ville de Valence, adressait au Gouverneur une requête se plaignant du fait que sur la place, à côté du couvent, très souvent se réunissaient les dimanches et jours de fêtes, de nombreux

esclaves et aussi des bouchers et des charpentiers pour jouer aux cartes et il disait « qu'ils crient, se querellent et font beaucoup de bruit, perturbant la quiétude du couvent et des voisins »⁴⁴.

La Confrérie des Noirs de la Sainte Vierge Marie de la Miséricorde (Cofradía dels Negres de la Sagrada Verge María de la Misericordia)

- 26 Les noirs affranchis arrivèrent à être si nombreux qu'en 1472 déjà ils obtinrent du roi le privilège de se rassembler en confrérie ou association, non seulement pour rendre grâce à la Vierge, mais aussi pour créer une caisse d'aide mutuelle afin de porter secours aux confrères nécessiteux grâce au versement de cotisations. On les autorisa à se réunir au sein du couvent des Augustins de Valence, dans la chapelle Notre-Dame de la Grâce, jusqu'à pouvoir acquérir un local qui leur fût propre. L'année même de sa création, la confrérie avait déjà une quarantaine de membres et à Pâques – comme par la suite chaque année –, ils se réunirent pour élire un président (clavario), qui légalement les représenterait comme procureur syndic, et quatre conseillers (mayorales). Les confrères leur donnèrent tout pouvoir pour l'achat d'une maison, qui devait leur servir de siège et de lieu de réunion.
- 27 Il leur fallait également écrire des statuts, distribuer des charges – notamment celles d'aide directe aux confrères malades ou nécessiteux –, faire entrer les cotisations, rassembler des aumônes, et bien sûr confectionner un étendard pour que l'on pût les identifier lors des festivités et de leurs défilés⁴⁵.
- 28 En 1524, les élus décidèrent de soumettre à discussion le problème de l'héritage d'un confrère noir affranchi, Antonio Exarch, chaussetier (calsater), qui venait de décéder en légant à la confrérie le bénéfice d'un cens. Pour ce faire, il fallait obtenir la nomination d'un curateur. Ce même jour, autre sujet de discussion : Joan Masquo, matelassier (matalafer) de son état, qui avait été président de la Confrérie des Noirs, était mort ; comme il devait certaines sommes d'argent à la confrérie et qu'il avait fait un testament, les responsables veulent réclamer que le Juge Civil (Justicia Civil) nomme un curateur des biens du défunt⁴⁶. En 1537, un problème similaire se pose de nouveau. Lors d'une réunion, Marco Roiz, Joan Roiz et Joan Plenes, qui étaient respectivement président (clavario), conseiller (mayoral) et secrétaire (notario) de la confrérie traitent du cas d'un ancien président, Juan Marco, noir affranchi, qui avait lui aussi exercé le métier de matelassier. Il était décédé en devant de l'argent à la confrérie. Les comptes sont passés au crible et pour éponger ses dettes l'on demande deux ordres exécutoires (manaments executors). Il avait fait un legs en faveur de la confrérie et il possédait de plus une maison. L'on demande à ce que soit nommé un curateur de ses biens⁴⁷.
- 29 En juin 1593, plusieurs membres de la confrérie des Noirs Affranchis se réunissent dans la chapelle de ladite confrérie autour de leur président, le clavario Juan de Mendoza, lui-même noir affranchi. Sont présents le second du président (compañero del clavario), les deux mayorales ainsi que trois autres confrères. Il s'agit de nommer un syndic qui aura pour principale mission d'encaisser les rentes des censals⁴⁸ d'obtenir des fonds et d'intervenir dans les procès. C'est Juan de Mendoza en personne qui, désigné par ses compagnons, devra s'acquitter de cette tâche. Comme pour toutes les réunions importantes où il y a élection, ils sont assistés du représentant du

Gouverneur, qui est toujours accompagné de l'Alguazil ou de son lieutenant : en l'occurrence, il s'agit du juriste Felipe Tallada, docteur en droit civil et canon (doctor en ambos derechos) et auditeur en procès civils près le tribunal de la Audiencia, et de Juan Robles, lieutenant de l'Alguazil⁴⁹.

Testament des affranchis

- 30 Tout comme le mariage, le testament était un acte volontaire qui d'ordinaire se faisait par-devant notaire. Dans leurs dernières volontés, les testateurs disposaient de leurs biens et de leur argent en faveur de leurs proches – famille, amis, serviteurs –, d'institutions de bienfaisance, de la confrérie de métier ou de dévotion à laquelle ils appartenaient, ou encore ils léguaient leurs biens « à leur âme », c'est-à-dire pour que l'on dise des messes pour le repos de leur âme, autant dire à des institutions ecclésiastiques ou à des membres de l'église. Bien évidemment, ceux qui ne possédaient rien qui eût de la valeur ne faisaient pas de testament.
- 31 Même s'il y eut peu de cas, certains affranchis réussirent à posséder suffisamment de biens pour faire des donations. Ainsi, en 1508, la noire Catalina Astora, alors qu'elle était au plus mal, faisait son testament : elle demandait à être enterrée dans la fosse de l'église Saint-Jean du Marché de Valence. Elle nommait comme exécuteur testamentaire (albacea) le vicaire de sa paroisse et pour héritière son âme. Son testament fut rendu public le 26 avril 1508 et le lendemain l'on dressa l'inventaire de ses biens, essentiellement composés de vêtements et de linge de maison⁵⁰.
- 32 En 1520, Sicilia Serra, noire affranchie qui avait été la servante et l'esclave de Joffré Serra, chanoine de la cathédrale de Valence, alors qu'elle était malade mais saine d'esprit fit testament par-devant notaire : elle nommait pour exécuteur testamentaire, Juan Mercader, son époux, serviteur du seigneur de Bunyol. Elle demandait à être enterrée dans la fosse des âmes du purgatoire (el vas de les animas del purgatori) de l'église Saint-Martin de Valence et à ce que l'on dît plusieurs messes, parmi lesquelles les trente-trois messes de saint Aimé (San Amador). Elle nomme pour héritier son mari et qu'à la mort de celui-ci ses biens reviennent à Isabel de Antellón ou à ses héritiers⁵¹.
- 33 En 1553, Gaspar Aguilar, seigneur de Alaquas, héritait d'une maison d'un esclave qu'il avait affranchi (alumni libertum), Sebastian Aguilar, laboureur de son état ; la maison se trouvait dans la rue du Puits du Quartier maure (Pou de la Morería) et don Gaspar essayait de la vendre⁵². Bien que le droit valencien d'Ancien Régime (dret Foral) reconnût la liberté de tester, les esclaves affranchis, en de nombreuses occasions, n'ayant pas d'enfants, choisissaient de nommer pour héritier leur ancien maître ou leurs descendants. Ainsi, en 1557, Cecilia Gracia de Cardona, noire affranchie, veuve de Juan Bertomeu Navarro, noir affranchi lui aussi, qui avait exercé le métier de charretier (traginer) faisait un testament en nommant comme exécuteurs testamentaires fray Bautista Burgo, frère augustin, et don Jordi Sorni de Cardona, fils de Galcerán Sans, seigneur de Roures et de Francisca Cardona, ses anciens maîtres, en nommant ce dernier comme son héritier universel⁵³.

Le droit de patronat

- 34 À Valence, il y avait la liberté de tester, c'est-à-dire que quiconque pouvait disposer librement de ses biens sans être obligé d'en laisser une partie à sa famille⁵⁴. L'esclave affranchi jouissait des mêmes droits que tous les autres citoyens de Valence. S'il avait rassemblé quelques biens et avait une famille, le plus logique était qu'il fit testament en faveur de ses descendants. Toutefois, à Valence, si une personne décédait sans avoir testé, l'on recourait au droit romain, et quiconque pouvait réclamer sa condition d'héritier. En 1558, Gracia, noire affranchie, était décédée : l'une de ses nièces, Matiana Saragossana, mariée à Miguel Cristóbal, réclamait certains matelas ayant appartenu à la défunte car, disait-elle, elle était fille de l'une de ses sœurs et par conséquent son héritière⁵⁵.
- 35 Si l'esclave affranchi décédait sans avoir testé et n'avait pas d'héritier légal, les problèmes sur la propriété des biens trouvaient leur solution en appliquant les normes du droit romain, et plus précisément le droit de patronat. Selon ce droit, même si les liens entre esclave et maître étaient rompus par l'affranchissement, l'un et l'autre se devaient une assistance mutuelle : l'affranchi devait fidélité et aide à son ancien maître, et ce dernier devait cautionner et appuyer son ancien esclave devant les tribunaux en cas de besoin. Dans la pratique, et des siècles après, il y avait un cas d'application de ces principes qui perdurait : quand l'esclave affranchi décédait sans avoir testé, et qu'il n'avait ni descendants ni famille, le maître ou ses descendants pouvaient alors réclamer la propriété des biens de l'affranchi qui avait été leur esclave, en alléguant le droit de patronat (*Corpus Juridis Civilis*, Digesto 38, 2, 1, 1). Ainsi, en 1509, Juan Albert, noir affranchi, décédait sans descendance ; il avait été l'esclave de Miguel Johan de Castro, qui l'avait affranchi dans son testament établi en 1495 par le notaire Juan Sobrevero ; à sa mort, Leonarda de Castro, héritière universelle de son ancien maître, réclamait par-devant le tribunal du Juge Civil (*elJusticia Civil*) la propriété des biens de l'ancien esclave, se fondant sur le droit de patronat, dans la mesure où il n'avait pas laissé d'enfants légitimes⁵⁶. Autre cas : en 1527, la veuve Jaumeta Fustera testait par-devant le notaire Juan Monterde, affranchissant son esclave noire Isabel ; dans un codicille postérieur elle lui léguait un champ d'une hanegada⁵⁷ à San Onofre sur le finage de Quart de Poblet. Mais, peu de temps après, l'ancienne esclave décédait sans avoir eu d'enfants et sans avoir testé ; Miguel Jornet, neveu et héritier de Jaumeta Fustera, réclamait par droit de patronat qu'on le déclarât également héritier de ladite Isabel, esclave affranchie par sa tante⁵⁸. Dernier exemple enfin, en 1545, María Magdalena Catalá de Joffre, maîtresse de la seigneurie de Sollana, fit une donation à son esclave Margarita en même temps qu'elle lui rendait sa liberté. Cette dernière vient de décéder sans descendance et Luis Carbonell olim Aussias del Bosch, héritier de María Magdalena prétend récupérer les biens qu'elle avait : il présente une requête par-devant le Juge Civil pour qu'on désigne un curateur des biens⁵⁹.
- 36 Derniers esclaves
- 37 À la fin du xvie siècle, l'esclavage se poursuit encore dans le royaume de Valence en tant qu'institution profondément enracinée, bien que l'arrivée de noirs eût considérablement diminué, les Portugais ayant orienté leur commerce d'esclaves vers l'Amérique. La rébellion des morisques des Alpujarras (1568-1570) ou la bataille de Lépante (1571) furent à l'origine d'une nouvelle source d'esclaves, non plus noirs mais maures et turcs de confession musulmane, dont le nombre encore considérable

commença à diminuer à partir de ces dates-là, et surtout après l'expulsion des Morisques (1609-1614), l'importance économique de l'esclavage perdant de son attrait. Les esclaves sont chers et subvenir à leurs besoins suppose une dépense peu rentable : mieux valait embaucher des manouvriers, voire des ouvriers spécialisés, que d'avoir de la main-d'œuvre esclave.

- 38 Au fil des dépouillements, on trouve certes encore des références à des esclaves, mais elles se font plus rares. En 1633, un certain Francisco Vicente Salvador, Maure (agareno) âgé de 40 ans acheta sa liberté en versant 83 livres à son maître Francés Bernat, pourpointier (giponer) de son état⁶⁰. En 1637, Joan Estarlich, marchand majorquin domicilié à Valence, acheta au patron Joan Pi de Majorque, qui se trouvait alors de passage à Valence, un esclave chrétien appelé Joan Antoni de peau couleur de coing, âgé d'environ 32 ans, en payant pour lui 110 livres⁶¹. En 1657 encore l'identification se faisait en raison de la description physique de l'esclave : ainsi, le gentilhomme Gaspar Vives vendait un captif à Vicente Valles, laboureur de Teulada pour 155 livres, prix assez élevé selon un témoin de la vente. Il le décrit en disant qu'il s'agit d'un esclave d'environ 25 ans, de bonne stature, imberbe, avec une cicatrice sur la joue gauche près de l'œil ; il dit aussi de lui qu'il est lent et qu'il l'a acheté à un certain Pericat⁶².
- 39 En 1680, l'Hôpital Général de Valence donne l'autorisation de sortie à María de la Cruz, esclave nouvelle-chrétienne âgée de 16 ans au service de sa maîtresse María Ferrer, considérant qu'elle est guérie⁶³. En 1701, Francisco Albacisqueta, jurat de la ville de Valence, donne pouvoir à Francisco Guillem de Barcelone pour qu'il puisse demander la restitution d'un esclave qui lui appartenait et qui était à la rame sur les galères du roi, à Naples. Cet esclave lui avait été vendu par le marchand Simón Planes, par-devant le notaire Domingo Creus en 1685, et il s'appelait Amat mais il avait été baptisé le 8 juillet 1689 en l'église paroissiale Saint-Michel et Saint-Denis (San Miquel y San Dionis) en lui donnant les prénoms de Miquel, Tomás, Vicente et Cristóbal⁶⁴.
- 40 En 1716 encore nous trouvons trace de vente d'esclaves comme étant une opération normale, quoique peu fréquente. Cette année-là Francisco Cidró, lieutenant de cavalerie du régiment des Flandres, alors qu'il était à Cullera vendait à Juan Bautista Jacques, marchand français domicilié à Valence, un esclave nommé Francisco de la Cruz, « de peau brune, noire » (sic), âgé de 30 ans, de belle stature, avec une grande cicatrice à la tête et une autre plus petite sur la joue, qui était – précise-t-on – un bon serviteur, au prix de 30 livres⁶⁵.
- 41 En 1724, Juan Cortés, marin du Grau de Valence, vend à José Manuel Roig y Vilarrasa también, lui aussi habitant du Grau,
un de mes esclaves fait chrétien, nommé Antonio Juan Rodríguez, âgé de vingt-cinq ans, de bonne stature, à la barbe clairsemée, aux cheveux raides noirs, avec une cicatrice au front près du sourcil droit, sujet de servitude, obtenu de bonne guerre, acheté au patron Jayme Roma, maltais de nation, chargé de pouvoir d'Antonio Rodríguez, acte passé par-devant José Herrando, notaire de la ville de Dénia, le douze mai passé de cette année mille sept cent vingt-quatre⁶⁶.
- 42 Il ajoute que ledit esclave n'a ni dettes ni obligations et qu'il n'a commis aucun délit criminel qui mérite un châtiment corporel. Son prix était de 75 livres qu'il recevait pour sa juste valeur. Les témoins de l'acte étaient don Antonio Linas de San Felipe, Juan Pont et Jaume Torrecilla, écrivains publics de Valence.

- 43 En mai 1812, Mariano León, fabricant de plâtre, habitant de Valence, afin de fixer les termes du paiement d'un esclave disait devant notaire « qu'il avait acheté un enfant noir castré de quatre ans à Lucas Fernández, laboureur et commerçant, habitant de la villa de Chiva se trouvant alors en cette ville, pour un prix de quarante-cinq doublons soit cent quatre-vingts pesos, monnaie courante »⁶⁷.
- 44 Depuis l'époque où j'ai commencé à étudier la thématique de l'esclavage à Valence⁶⁸, soit plus de trente-cinq ans, j'ai essayé en vain de retrouver dans les archives le texte officiel abrogeant cette institution. Dans les livres de l'Accord Royal (Real Acuerdo) de Valence de 1817, l'on trouve une référence à l'esclavage ; cependant elle se rapporte non à la Péninsule, mais aux îles américaines. Un feuillet imprimé a pour titre : « Possibles inconvénients que des noirs bozales⁶⁹ demeurent sur l'île puisqu'ils sont libres en accord avec le traité conclu avec l'Angleterre en 1817 concernant l'abolition du trafic négrier »⁷⁰.
- 45 Selon l'ordre du 13 octobre 1828 :
- Pour ce qui est des noirs affranchis, en accord avec l'article 7 du règlement de 1817, ils doivent tous être sortis de l'île (Cuba) et transférés à un autre domaine de Sa Majesté, même si c'est dans la Péninsule elle-même, et que la dépense soit prélevée sur le produit des prises des bateaux négriers qui revient au roi et que, si ce n'est pas suffisant, le reste soit distribué en contribution entre les habitants de l'île.
- 46 Le Real Acuerdo accusa réception de cette charte-ordre (Carta Orden) du Conseil, signée par don Manuel Abad, renvoyant les imprimés avec les règles et mesures que l'on devait adopter pour le transfert aux domaines de Sa Majesté des noirs affranchis résidants sur l'île de Cuba. Cet ordre serait obéi⁷¹. Auparavant, une charte-ordre du Conseil du 11 janvier 1820, signée par don Valentín Muñoz, avait été transmise au Real Acuerdo de Valence, disposant que l'Audience informât sur le nombre d'esclaves qu'il y avait dans son district et que l'on vît comment ils pouvaient recouvrer leur liberté⁷².
- 47 À Valence, la majorité des esclaves furent affranchis par leur maître gracieusement ou par rachat. Pour la plupart, ne sachant où aller, ils restèrent à Valence. Certains continuèrent à exercer leur métier, d'autres purent s'installer sur un lopin de terre offert par leur ancien maître, d'autres encore, notamment les domestiques continuèrent à vivre au service du maître ou d'un autre membre de la famille. En règle générale, ils continuèrent à garder un fort lien de dépendance vis-à-vis de leur maître et la société valencienne les accepta sans discriminations majeures.

NOTES

1. . Vicente Graullera Sanz, *La esclavitud en Valencia en los siglos XVI y XVII*, Valence, Institución Alfonso el Magnánimo CSIC, 1978, p. 174, fait référence à un envoi de 238 noirs de Guinée en 1571.

2. . Archivo Protocolo Patriarca (désormais APP), Protocole 12476, notaire Vicente Pujato, le 9 août 1636.

3. . Sont considérés comme prises « de bonne guerre », tous ceux qui sont capturés sur mer ou sur terre alors qu'ils sont « ennemis du roi catholique et de la foi chrétienne ». Ce n'est que

lorsqu'ils sont légalement déclarés comme tels qu'ils peuvent être réduits en esclavage et vendus sur le marché des esclaves comme tout autre marchandise. [Note de Maria Ghazali].

4. . Les Fors (Furs, en valencien ; Fueros, en castillan) étaient des privilèges dont bénéficiaient les royaumes de la couronne d'Aragon depuis la Reconquista des territoires musulmans par les rois chrétiens. Ils limitaient le pouvoir du monarque dans ces royaumes et lors des Corts (assemblée regroupant des représentants des trois « bras » – Eglise, noblesse et villes –), ils étaient fortement revendiqués. Cette législation a régi le royaume de Valence durant plus de quatre siècles : depuis 1261, quand Jacques Ier d'Aragon prêta serment de les respecter lors d'une réunion des Corts valenciennes, jusqu'en 1714, lorsque les décrets de Nueva Planta, promulgués par le premier roi Bourbon d'Espagne, Philippe V, les abolirent. [Note de Maria Ghazali].

5. . Fori Regni Valenciae, Livre VI, rubrique I, For 13, Jacques Ier d'Aragon, Valence, 1547-1548.

6. . Bozal : Le Diccionario de Autoridades (1726), nous dit que c'est « Celui qui est inculte, et qui reste à dégrossir (desbastar) et à polir (pulir) ; c'est une épithète que l'on donne d'ordinaire aux Noirs, spécialement à ceux qui viennent d'arriver de leur pays, et il s'applique aussi aux gens rustiques, aux paysans grossiers et incultes. C'est le contraire de ladino – qui signifie adroit, fin astucieux. » [Note et traduction de Maria Ghazali].

7. . Archivo Reino Valencia (désormais ARV), Protocole 10117, notaire Juan Quaixart, le 22 mai 1520.

8. . APP, Protocole 16369, notaire Juan Bautista Alfonso, le 12 mai 1554.

9. . ARV, Justicia Civil, 1792, curatelles de l'année 1520, 23 mars 1520 : « es fill de home franch e llibert, e per consiguiente, per Furs del present Regne, ell dit proposant es franch e llibert de tota servitut ».

10. . ARV, Real, 676, 1525.

11. . Dans les formulaires notariés du xviii^e siècle, l'on retrouve encore un modèle de lettre d'affranchissement. Voir, en l'occurrence, Pedro Melgarejo, Compendio de Contratos Públicos, Madrid, Imprenta y Librería de Joseph Garcia Lanza, 1758, p. 33.

12. . Archivo Diputación Provincial, Protocole Luis Juan Vaciero IV-1/14, le 8 août 1541.

13. . ARV, Protocole 1338, notaire Francisco Maçana, le 9 mai 1561. Le maître était Francisco Miquel.

14. . ARV, Protocole 13983, notaire Miguel Bonastre, le 10 octobre 1619 et le 25 novembre 1622. Témoignage de Luis Muñoz.

15. . ARV, Gobernación 2605, litis, mano 13, f. 191, le 17 mai 1571.

16. . ARV, Gobernación 2266, litis, mano 14, f. 10, le 19 septembre 1440 : « prou gentil y molt graciosa » ; « de nit y de dia » ; « segons forma de fur de Valencia, quant lo señor se jau carnalment ab sa cativa e ha fill o filla, tal cativa aconseguex o guanya libertad e franquea ».

17. . ARV, Justicia Civil 3827, m. 8, f. 11, le 6 février 1533.

18. . APP, Protocole 16366, notaire Juan Bautista Alfonso, le 21 janvier 1552.

19. . Aniceto Masferrer et Juan Alfredo Obarrio, La formación del Derecho Foral Valenciano, Madrid, Dykinson, 2012, p. 269.

20. . ARV, Justicia Civil 3800, Requêtes de 1507, m. 10, f. 8v, 19 juin 1507 : « vehi y habitador de la present ciutat de Valencia que estaba en la casa dels menors per moço de llaurar ».

21. . APP, Protocole 11430, notaire Bertomeu Batalla, le 5 février et le 17 mars 1460 : « fornerio sive palerio ».

22. . APP, Protocole 12054, notaire Pere Marti, le 20 janvier 1528.

23. . ARV, Gobernación 2649, litis, mano 14, f. 168, le 21 février 1584 : « apres, a braços, los catius o moços del forner portaban la lenya al forn ».

24. . Dietari de Jeróni Soria, Valence, Acció Bibliogràfica Valenciana, 1960, p. 247. Le texte original omet le nom de l'archevêque, mais à l'époque il s'agissait de Tomas de Villanueva, qui sera par la suite déclaré saint.

25. . APP, Protocole 16362, notaire Juan Bautista Alfonso, le 27 septembre 1557.

26. . Mercedes Gómez-Ferrer Lozano, Jacomart. Revisión de un problema historiográfico de la pintura valenciana (1400-1600), Alicante, Institución Juan Gil Albert, 2006, p. 96.
27. . 1557-1558 furent des années de peste dans le royaume de Valence. Au même moment, Carthagène était touchée. L'on présumait que l'épidémie était entrée par les ports en contact avec la Barbarie, et plus précisément avec les présides espagnols de Vélez de la Gomara et d'Oran, où elle s'était également déclarée. [Note de Maria Ghazali].
28. . ARV, Gobernación 2631, litis, mano 9, f. 21, le 16 juin 1579.
29. . ARV, Gobernación 2670, litis, mano 8, f. 13, le 6 juillet 1597 : « que no tingues en sa casa ningún aprenent que fos aquell sclau, ni negre ni de color codony cuyt, ni fills de sclaus » ; « bregues y cuestiones ».
30. . ARV, Gobernación 2625, Litis, mano 14, f. 1, le 2 août 1577.
31. . ARV, Gobernación 2630, Litis, mano 23, f. 11, le 6 septembre 1578.
32. . Fori Regni Valentiae IV-24-1.
33. . Le contrat de mariage était établi et signé par les parents de la mariée et par le futur époux. La femme passait donc de l'autorité de ses parents, et plus spécifiquement de son père, à celle de son époux. Cependant, le régime matrimonial était celui de la séparation de biens (Furs e ordinacions fetes per los gloriosos reys de Arago els regnícoles del Regne de València, València, Lambert Palmart, 1482, réimpression en fac-similé, Valence, 1977, p. 97, L. V, R. I, Fur IX). Lors du mariage, la femme apportait une dot à son époux. S'il venait à décéder, au bout d'une année, après l'obligation qu'elle avait d'observer le tempus lugendi, c'est-à-dire « l'année des pleurs » (any del plor), les héritiers devaient rendre à l'épouse sa dot (dot/exovar) ainsi que la donation faite par le marié à son épouse (creix/excreix ; arras en Castille). Si c'est elle qui mourait, son époux devait remettre la dot à ses héritiers, mais il avait le droit de la garder s'il y avait des enfants. De plus, à Valence, le veuf gentilhomme (caballer) retenait à vie l'usufruit de la dot (exovar), tant qu'il ne se remariait pas. Ferdinand le Catholique étendit le droit à tous les « citadins honorables » (ciudadans honrats) et permit même de conserver la moitié de l'usufruit de la dot au cas d'un remariage. Ces décisions furent confirmées par Charles Ier. Voir, entre autres, sur le sujet : Pascual Marzal Rodríguez, El derecho de sucesiones en la Valencia Foral y su tránsito a la Nueva Planta, Valence, Universitat de València, 1998 ; Isabel Amparo Baixauli, Casarse a l'Antic Règim. Dona i família a la València del segle XVII, Valence, Universitat de València, 2003 ; Rafael Benítez Sánchez-Blanco, « Familia y transmisión de la propiedad en el País valenciano (siglos XVI-XVII). Ponderación global y marco jurídico », dans Francisco Chacón Jiménez et Juan Hernández Franco, Poder, familia y consaguinidad en la España del Antiguo Régimen, Barcelone, Anthropos, 1992, p. 35-70. [Note de Maria Ghazali].
34. . ARV, Justicia Civil 1070, Requêtes de 1550, manuscrit 15, f. 6, le 18 mars 1550.
35. . APP, Protocole 13454, notaire Pere Casset, le 30 mars 1512.
36. . ARV, Protocole 10101, notaire Gaspar Gil, le 10 novembre 1532.
37. . ARV, Justicia Civil 1810, Tutelles et Curatelles, année 1539, le 4 août 1539.
38. . APP, Protocole 18412, notaire Francisco Canyada, le 2 février 1543.
39. . APP, Baldufari 27772, notaire Luis Capulla en 1510, f. 40 et 55.
40. . Salvador Carreres Zacarés, Libre de memòries(1308-1644), Valence, Acció Bibliogràfica Valenciana, 1935, p. 919 et 984. Les Fallas sont aujourd'hui d'énormes ensembles en bois et carton-pâte où thèmes et personnages d'actualité sont caricaturés et brûlés la nuit de la Saint-Joseph (19 mars), fête du saint patron des charpentiers et de la ville. [note de Maria Ghazali].
41. . Felipe de Gauna, Relación de las Fiestas celebradas en Valencia con motivo del casamiento de Felipe III, Valence, Acció Bibliogràfica Valenciana, 1927.
42. . Cette rue garderait son nom jusqu'à la fin du xixe siècle, et s'appellerait ensuite la rue de la « Rédemption » !

43. . Vicente Graullera Sanz, « Los negros en Valencia en el siglo XVI », dans Estudios jurídicos en homenaje al Profesor Santa Cruz Tejeiro, Valence, Université de Valence, Faculté de Droit, 1974, p. 391-395.
44. . ARV, Gobernación 2652, Litis, manuscrit 11, f. 19, juin 1585.
45. . Archives de la Couronne d'Aragon (désormais ACA), Chancellerie Royale, Registres de Jean II, Lieutenance de l'Infant Ferdinand, n° 3512, f. 217r, Privilège accordé au Palais Royal de Valence le 3 novembre 1472.
46. . ARV, Justicia Civil 1796, Tutelles et Curatelles, année 1524, le 10 septembre.
47. . ARV, Justicia Civil 1808, Tutelles et Curatelles, année 1537, le 14 décembre.
48. . « Censal = Titre de dette, garanti par hypothèque et avec pacte de rachat du capital de la part du débiteur à tout moment, qui donne au créancier le droit de percevoir une pension annuelle toujours égale. En d'autres termes, le censal est un prêt à intérêt transformé en vente, par laquelle le prêteur remet un capital comme prix de la rente annuelle qu'offre le débiteur. La constitution d'un censal se fait à travers un contrat d'achat-vente (el carregament) dans lequel interviennent l'acheteur, soit celui qui acquiert la pension, le vendeur, soit le débiteur qui doit verser la pension, l'objet vendu, en l'occurrence la pension, et le prix, c'est-à-dire le capital d'achat. On distingue deux types de censals : le violari et le censal mort. La rente du premier était viagère, la rente du second était perpétuelle. L'intérêt du violari était le double de celui du censal mort. Les origines du censal ne sont pas clairement établies. À Valence, les premiers censals datent de 1355. Pendant toute l'époque moderne, on assiste à une baisse du taux d'intérêt, qui passe de 7,5 % à 5 % dans les années 1614-1622 et à 3 % à partir de 1750 (1705 en Castille). Au xviii^e siècle, le système s'effondre et l'on assiste à un transfert de capitaux vers la propriété de biens immeubles ». Maria Ghazali, Entre Confréries et corporation : le métier des charpentiers de Valence (xv^e-début xix^e siècle), HDR, Université Paris X-Nanterre, t. 2/4, 2004, p. 361-362.
49. . ARV, Protocole 713, notaire Juan Gerónimo Domenech, le 26 juin 1593.
50. . APP, Protocole 13450, notaire Pere Casset, le 26 avril 1508.
51. . APP, Protocole 24204, notaire Francisco Joan Pastor, le 22 août 1520.
52. . ARV, Protocole 2951, notaire Nofre Luis Baldo, le 1^{er} mars 1553.
53. . APP, Protocole 16362, notaire Juan Bautista Alfonso, le 11 août 1557.
54. . La « reserva » ou « legítima » étaient, comme le nom l'indique, la partie que l'on devait obligatoirement « réserver » à un membre de la famille et qui lui revenait de façon « légitime ». Contrairement au droit castillan, à Valence, le droit fondé sur les fors stipulait que le testateur pouvait laisser la totalité de ses biens à la personne de son choix, même si ce n'était pas un membre de sa famille.
55. . ARV, Justicia Civil 3856, manuscrit 13, f. 1, le 17 août 1558.
56. . ARV, Justicia Civil 3801, Requêtes de 1509, manuscrit 6, f. 26, le 8 janvier.
57. . La hanegada ou fanecada est une mesure agraire qui est encore utilisée de nos jours à Valence et qui équivaut à 831,09 m².
58. . ARV, Justicia Civil 3817, Requêtes de 1527, manuscrit 11, f. 21.
59. . ARV, Justicia Civil 1817, Tutelles et Curatelles de 1546, le 20 février.
60. . APP, Protocole 14625, notaire Josep Olzina, le 9 décembre 1633.
61. . APP, Protocole 14629, notaire Josep Olzina, le 11 février 1637.
62. . APP, Protocole 15350, notaire Jacinto Todo, le 1^{er} mai 1657.
63. . ADP, Livre des revenus de l'Hôpital des pauvres, 1-1/128, f. 182, le 1^{er} avril 1680.
64. . APP, Protocole 5417, notaire Manuel Cantón, les 11 et 15 novembre 1701.
65. . ARV, Protocole 13229, notaire Nicolás Pello, f. 37v, Cullera, le 8 juin 1716 : « de color moreno, negro ».
66. . ARV, Protocole 5745, notaire Francisco Fita Ferrer, le 10 octobre 1724 : « un esclavo mio, hecho cristiano llamado Antonio Juan Rodríguez, de edad de veynte y cinco años, de buena estatura, poco cerrado de barba, cabello negro tirado, con una cicatriz en la frente, cerca de la

cexa derecha, sujeto a servidumbre, habido de buena Guerra, el qual compré al patrón Jayme Roma, de nación maltes, podatario de Antonio Rodríguez, según escritura ante José Herrando, escribano de la ciudad de Denia a los doze de mayo pasado de este año de mil setecientos veinte y quatro ».

67. . ARV, Protocole 9093, notaire Miguel Martínez, le 25 mai 1812, f. 40 : « que había comprado un muchacho negro capón, de cuatro años, a Lucas Fernández, labrador y tratante, vecino de la villa de Chiva, hallado al presente en la ciudad, por precio de quarenta y cinco doblones o ciento ochenta pesos, moneda corriente. » [Note de la traductrice-éditrice : la villa était le village ayant reçu du roi l'autorisation de juger en son nom en première instance. Il s'agissait de la justicia ordinaria, soit la « justice ordinaire », celle du roi.].

68. . Vicente Graullera Sanz, *La esclavitud en Valencia...*, op. cit., p. 179 : Disparition de l'esclavage.

69. . Voir note 6.

70. . ARV, Real Acuerdo, année 1817, f. sans n° : « Posibles inconvenientes de que permanezcan en la isla los negros bozales, que son libres de acuerdo con el tratado concluido con Inglaterra en 1817 sobre la abolición del tráfico negrero ».

71. . ARV, Real Acuerdo, année 1828, f. 320, « Que todos los negros libertos de acuerdo con el artículo 7 del reglamento de 1817, sean sacados de la Isla (Cuba) y trasladados a otro dominio de S.M. aun cuando sea a la misma Península, que el gasto se costee con el producto de las presas de barcos negreros que corresponda al Rey y si no basta, lo que falte se reparta entre los habitantes de la Isla. » ; dans le même livre, f. 95v, accord du Conseil du 27 octobre 1828.

72. . ARV, Real Acuerdo, année 1820, f. 5v.

RÉSUMÉS

Au début du xvie siècle, Valence était une ville commerciale importante de la Méditerranée et, l'arrivée en masse de noirs d'Afrique s'ajoutait à la présence des Maures sur son marché aux esclaves. À une époque où la ville comptait 50 000 habitants, leur nombre dépassait le millier. La majorité des hommes étaient utilisés dans l'agriculture ou comme main-d'œuvre dans l'artisanat ; les femmes étaient domestiques. Une fois convertis et affranchis par leurs maîtres, ils avaient les mêmes droits que les autres habitants, la loi ne prévoyant aucun empêchement à cause de la race ou de la couleur. Dans la majorité des cas, ils s'intégraient dans la société valencienne, même si dans le cas des noirs on continuait à les caractériser de « noir affranchi » ou « fils de noir affranchi », même si cela ne constituait pas un stigmate social infamant.

At the beginning of the sixteenth century, Valencia was an important Mediterranean commercial center. Large numbers of African blacks reached its slave market. At a time when the city had fifty thousand inhabitants, there were more than one thousand slaves. Most of the men worked in agriculture or as craftsmen, and the women worked as maids. Once they converted and were freed by their masters, they had the same rights as other inhabitants, and the law did not provide for segregation based on race or color. In most cases, they integrated within Valencian society. Even if they were classified as a "freed black" or "son of a freed black," that did not constitute a social stigma.

INDEX

Mots-clés : Valence, esclavage, noirs affranchis, droit

Keywords : Valencia, slavery, freed blacks, law

AUTEUR

VICENTE GRAULLERA SANZ

Vicente Graullera Sanz est professeur émérite de l'université de Valence où il a enseigné à la faculté de droit. Spécialiste de l'histoire du droit de Valence, il a publié plusieurs ouvrages parmi lesquels *La esclavitud en Valencia en los siglos XVI y XVII*, Valence, Institución Alfonso el Magnánimo CSIC, 1978. Il s'est intéressé aux groupes sociaux marginalisés au xvie siècle et il a mené plusieurs études sur les juristes valenciens (xiii^e-xvii^e siècle).